

82<sup>e</sup> Congrès annuel de  
l'Association canadienne de science politique

«L'appropriation des études critiques de sécurité par la doctrine militaire canadienne :  
l'urgence de repenser l'éthique et la responsabilité du chercheur»

par Amélie Forget  
Doctorante en science politique  
Université de Montréal

Présenté à  
M. Marc Doucet et  
M. Miguel de Larrinaga

dans le cadre de l'atelier 5 – Relations internationales  
*Les études critiques canadiennes sur la sécurité :  
le point sur l'état actuel des recherches et sur les orientations futures*

Université de Concordia  
Le 1<sup>er</sup> juin 2010

Cette présentation se veut un effort de réflexion sur les perspectives à venir pour la communauté des chercheurs canadiens en études critiques de sécurité. À l'instar des autres communautés épistémiques des relations internationales, les auteurs critiques se retrouvent plus que jamais pris dans un dilemme normatif qui met en lumière les difficultés éthiques de la recherche dans ce domaine. D'ailleurs, des éléments nouveaux de la pratique sécuritaire canadienne pourraient amener à revoir leur positionnement.

En effet, l'implication canadienne en Afghanistan a conduit les Forces canadiennes à innover sur plusieurs plans. Notamment, le ministère de la Défense a adopté en décembre 2008 le tout premier manuel canadien de contre-insurrection. Une analyse récente de ce document nous montre certains éléments de corrélation entre les principales innovations amenées par les approches constructivistes, critiques et postmodernes en théories des relations internationales au cours des vingt dernières années et les concepts appliqués dans la doctrine. Cette doctrine, qui fut rédigée en parallèle à la mission afghane, est enseignée dans les collèges militaires et mise en application sur le terrain.

À ce stade-ci de la recherche, il n'est pas possible de prouver directement l'implication de la production scientifique canadienne dans la rédaction du manuel. Cependant, nous verrons qu'à partir des théories des communautés épistémiques en relations internationales et de concepts tels que la sphère publique et la sphère globale, il est permis de déduire l'interrelation entre les champs académiques, publics et militaires. Du moment qu'une idée est diffusée et qu'elle circule dans la sphère globale, elle peut être reprise et se voir réappropriée par d'autres communautés épistémiques d'autres secteurs. Autant au niveau discursif qu'organisationnel, le cas de la contre-insurrection canadienne nous offre des indices révélateurs sur les liens entre la production scientifique sociologique et/ou postpositiviste en relations internationales, le discours et la pratique militaire. Comment alors concilier l'agenda de recherche critique et la réalité de la pratique sécuritaire à l'ère globale? Comment respecter l'engagement normatif postpositiviste, sans tomber dans le nihilisme? Nous concluons avec quelques pistes de réflexion qui sauront peut-être alimenter une réflexion commune sur cette question.

## 1. La communauté épistémique en relations internationales et le dilemme normatif des auteurs critiques dans la sphère globale

Il est intéressant de noter comment la conception même de communauté épistémique en relations internationales a évolué. Il est généralement reconnu à John Ruggie la première contribution scientifique traitant de la communauté épistémique dans la discipline. Dans son article de 1972 «Collective Goods and Future International Collaboration»<sup>1</sup>, Ruggie établit une relation entre les développements de connaissances issues de collaborations scientifiques internationales et la définition des comportements étatiques devant certains enjeux de politiques internationales, notamment dans le cas des questions environnementales.<sup>2</sup> Désireux de sortir d'une vision fonctionnaliste du rôle de la recherche dans les relations internationales, Ruggie

---

<sup>1</sup> John G. Ruggie «Collective Goods and Future International Collaboration», *The American Political Science Review*, vol.66, no 3 (septembre 1972), p.874-893. Nous nous inspirons pour cette courte revue du concept de communauté épistémique de l'article de Andreas Antoniadis, «Epistemic Communities, Epistemes and the Construction of (World) Politics», *Global Society*, vol.17, no 3 (2003), p.21-38.

<sup>2</sup> Ruggie, *op. cit.*, p.888 et suiv.

précisera plus tard une définition de la communauté scientifique comme étant le niveau cognitif de l'institutionnalisme international et l'organisation sociale qui définit pour ses membres les limites d'une construction appropriée de la réalité.<sup>3</sup>

Il faudra attendre les années 1990 pour voir la question des communautés épistémiques remises à l'ordre du jour. Le numéro spécial d'*International Organization*, dirigé par Haas et Adler en 1992, fait encore figure d'autorité dans la discipline. Haas y définit la communauté épistémique comme «un réseau de professionnels avec une expertise et une compétence reconnues dans un domaine particulier et une revendication d'autorité sur une connaissance politique», et qui partage de façon intersubjective des croyances normatives sur leur implication sociale, une compréhension partagée des liens causaux dérivés de leur pratique de recherche, des croyances de validité des méthodes d'acquisition des connaissances, et surtout, une pratique commune reliées à un ensemble de problèmes reliés à leurs compétences (ce que Haas appelle une entreprise politique).<sup>4</sup> Pour sa part, Adler ajoute qu'en tant qu'entité sociale, les agents coordonnent leur comportement à partir de pratiques communes qui structurent et définissent les changements de la réalité internationale.<sup>5</sup> Il reconnaît la portée politique des groupes de scientifiques, et plus particulièrement, des communautés épistémiques nationales, susceptible d'influencer les enjeux et les processus politiques internationaux en reliant les décideurs du présent et du futur à un ensemble de concepts et de sens à la base de l'interprétation qu'ils se feront du réel.<sup>6</sup> Aussi, la communauté épistémique des chercheurs en relations internationales devient elle-même un acteur international selon les choix politiques de sujets retenus dans leur agenda de recherche.<sup>7</sup>

Cette reconnaissance du rôle des chercheurs universitaires dans la définition de la pratique des relations internationales a certainement nourri le regain du postpositivisme dans la discipline. En effet, concomitamment avec la parution de Adler et Haas venait à éclore la multitude d'approches constructivistes issues entre autres des premiers articles de Wendt. Le renouveau de la réflexion sur les communautés épistémiques est venu également nourrir un courant critique et postmoderne déjà existant et auquel se sont ralliés subséquemment plusieurs auteurs constructivistes d'ascendance plus sociologique, notamment avec les contributions d'auteurs tels que Cox et Ashley. Qu'ils soient constructivistes, critiques ou postmodernistes, ces approches préconisent une normativité axée sur la réflexivité, la résistance critique, l'émancipation et la responsabilité éthique.<sup>8</sup>

Or, certains auteurs ont relevé le dilemme normatif rencontré par les auteurs postpositivistes et critique en études de sécurité. En effet, la logique de la résistance éthique «repose sur le caractère indécidable de l'action politique juste».<sup>9</sup> Dans son article de 1998, Huysmans décrit bien cette tension entre «écrire ou dire la sécurité quand un savoir sécuritaire

---

<sup>3</sup> Ruggie, cité par Antoniadis, *op. cit.*, p. 23.

<sup>4</sup> Peter M. Haas, «Introduction : epistemic communities and international policy coordination», *International Organization*, vol 42, no 1 (hiver 1992), p.3.

<sup>5</sup> Adler, *conclu*, p. 104.

<sup>6</sup> Emanuel Adler, «The emergence of cooperation : national epistemic communities and the international evolution of the idea of nuclear arms control», *International Organization*, vol 42, no 1 (hiver 1992), p.106.

<sup>7</sup> *Idem*

<sup>8</sup> Dan O'Meara, «Le constructivisme», p.197-100, Catherine Voyer-Léger, «La Théorie critique», p.240 et David Grondin, «Le postmodernisme», p.269-270, in Alex Macleod et Dan O'Meara (dirs.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Montréal, Athéna, 2007.

<sup>9</sup> David Grondin, *loc. cit.*, p.270.

risque de produire ce que l'on cherche à éviter».<sup>10</sup> Les auteurs constructivistes en études de sécurité «sont engagés dans des projets pratiques et politiques forts»<sup>11</sup>. Comme tous les autres auteurs, ils ont un pouvoir de définition sur le réel et conséquemment, doivent tenir compte «des effets de communication au sein d'une formation de règles construites socialement, qui restreignent le discours d'un auteur dans son émission et dans sa réception».<sup>12</sup> Huysmans propose alors de soutenir un projet qui s'éloignerait des «descriptions des changements dans les champs de sécurité» pour «s'attaquer plus directement à la question du savoir-pouvoir dans la gouvernementalité», à interpréter les pratiques sociales de la sécurité ainsi que ses dimensions symbolique et sociologique.<sup>13</sup> Bref, il s'agit d'une solution prônant un projet de recherche critique plutôt traditionnel et qui se veut réflexif : le dilemme pourra être évité en analysant à partir d'un autre niveau la pratique de la dialectique des relations savoir-pouvoir dans la définition de la sécurité, ce qui implique une rupture normative et épistémologique avec les autres auteurs de la discipline ainsi qu'une rupture conceptuelle avec les praticiens de la sécurité.

Le débat entre les positions positivistes et postpositivistes a par la suite servi de principal enjeu théorique au sein même de la communauté épistémique des relations internationales et des études de sécurité. Les auteurs postpositivistes, minoritaires dans la discipline, se sont investis dans une mission de dénonciation et de déconstruction des discours dominants afin de prévenir les conséquences politiques des positions concurrentes, principalement le réalisme et le libéralisme. Or, l'avènement de l'ère des nouvelles technologies de communication des années 2000 a changé la donne pour l'ensemble des agents des relations internationales. L'augmentation significative des échanges, l'intégration économique et politique, la multiplication des réseaux et des bases de données, etc., a dramatiquement complexifié la réalité internationale. La multiplication des plateformes de communication a conduit le phénomène de la mondialisation à l'établissement d'une sphère globale, où les systèmes de sens, les idées, et les structures sont démultipliés et interreliés.

À cet égard, certains auteurs ont souligné l'importance pour la communauté épistémique des chercheurs en relations internationales de repenser leur rôle en fonction de cette nouvelle réalité. Certains ont souligné la pertinence d'élargir la notion de communauté épistémique à de petits groupes moins établis et aux groupes d'experts en possession d'un savoir spécifique mais sans le cadre formel imposé par une communauté épistémique.<sup>14</sup> D'autres reprennent la conception de communauté épistémique telle que développée par Haas, soit en termes de but (qui et pourquoi le savoir) plutôt que terme de méthode (comment le savoir). À ce titre, Antonio Antoniadès définit les communautés épistémiques comme «des communautés de pensée, composées de réseaux fondés sur la connaissance socialement reconnus, de membres partageant une compréhension commune d'un problème ou d'un enjeu particulier ou du monde en général, et qui cherchent à traduire leurs croyances dans un discours dominant et dans la pratique sociale».<sup>15</sup> En misant davantage sur la reconnaissance sociale d'une communauté de savoir comme source de connaissance légitime, cette définition se montre plus inclusive, ce qui permet

---

<sup>10</sup> Jef Huysmans, «Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité», *Culture & Conflits*, no 31-32 (1998), [En ligne], <http://conflits.revues.org/index545.html>, p.3.

<sup>11</sup> *Idem*

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.6.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.14

<sup>14</sup> Kapstein, cité par Anthony R. Zito, «Epistemic communities, collective entrepreneurship and European integration», *European Public Policy*, vol.8, no 4 (2001), p.601.

<sup>15</sup> Antoniadès, *loc. cit.*, p.26.

de mieux appréhender la réalité de la pratique sécuritaire contemporaine, où des groupes d'influences et d'experts participent à la définition des enjeux des relations internationales en dehors des cercles académiques et des structures de pouvoir formels, ou en empruntant des voies différentes que celles relevées jusqu'à présent.

Mais au-delà des définitions, la communauté épistémique des chercheurs en relations internationales est-elle conceptualisée comme étant un acteur de la sphère globale? Certes, nous avons vu qu'elle fut considérée comme un acteur de la politique mondiale et qu'à cet égard, un groupe d'auteurs critiques ont voulu se dissocier des approches positivistes, prescriptives et dominantes de la discipline afin de prévenir une utilisation de la recherche en études de sécurité à des fins politiques. Mais ce *modus operandi* des approches critiques est-il compatible à l'ère de la sphère globale?

Dans l'étude des politiques publiques, il est admis l'existence d'une sphère publique internationale, ou globale. Au niveau national, la sphère publique revêt une dimension heuristique puisqu'elle est indissociable de l'État et la société civile.<sup>16</sup> La sphère publique est plus qu'un site d'interaction médiatique ou sociale : il s'agit du lieu physique et discursif de circulation des idées et des projets à la source des débats publics, et ce faisant, du processus de prise de décision démocratique. Elle est le point de jonction entre l'État et la population. C'est au cœur de la sphère publique que les différentes organisations de la société civile, y compris les universités, que prennent formes les discours influençant ponctuellement les décisions politiques.<sup>17</sup> Au niveau international, la sphère publique devient un espace qui n'est pas le sujet d'un État souverain en particulier mais constitué par des relations «à géométrie variable entre les États et les acteurs non étatiques».<sup>18</sup>

L'incapacité de cerner physiquement et conceptuellement *qui* constitue une communauté épistémique et *au nom de quoi* devient problématique puisqu'un fossé se creuse entre les espaces de débats (par exemple, les revues scientifiques) et les espaces de gestion politiques (les gouvernements)? L'information circule et les structures formelles s'assouplissent, autant dans le champ de la recherche que dans les autres champs sociaux. La société mondiale et la sphère globale finissent par générer un système d'interrelations complexes, imprévisibles et autonomes des structures de pouvoirs traditionnels. Comment les auteurs critiques peuvent-ils alors s'assurer de ne pas contribuer de façon indirecte et distordue à l'élaboration des politiques étrangères et de défense? Comment peuvent-ils s'assurer de maintenir cette rupture normative avec les praticiens alors que dans la sphère globale, tout discours public participe (du moins, potentiellement) à la pratique de la politique internationale?

Nous verrons dans la prochaine section que la solution éthique élaborée par Huysmans n'est peut-être pas aussi opérationnelle qu'on pourrait le croire. En effet, l'analyse du manuel canadien de contre-insurrection présente des corrélations conceptuelles avec les approches critiques de sécurité. S'il n'est pas possible de prouver un lien causal entre la production scientifique critique et la rédaction de la doctrine, il n'en demeure que ces indices peuvent laisser croire à une réappropriation des études critiques de sécurité dans la constitution de la stratégie contre-insurrectionnelle canadienne.

---

<sup>16</sup> Manuel Castells, «The New Public Sphere: Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance», *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, no 616 (2008), p.79.

<sup>17</sup> *Idem*

<sup>18</sup> Guidry, Kennedy et Zald, cités par Castell, *loc. cit.*, p.80.

## 2. Les corrélations conceptuelles entre le constructivisme critique et de la doctrine contre-insurrectionnelle canadienne

Le ministère de la Défense a adopté en décembre 2008 le tout premier manuel canadien de contre-insurrection. Cette doctrine fut élaborée à la faveur de l'expérience canadienne en Afghanistan, mais aussi au sein des différentes missions onusiennes ou transatlantiques auxquelles le pays a participé dans son histoire récente.<sup>19</sup> Jusqu'alors, le Canada appliquait les principes de contre-insurrection de façon *ad hoc*, suivant les formations et les documents de leurs alliés, principalement les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et l'OTAN.

Une lecture critique du manuel fut menée dans le cadre d'un projet de recherche auprès des Forces canadiennes, en vue de l'obtention d'une maîtrise de science politique à l'UQÀM. Il s'agissait d'une étude participative au sein d'une unité de contre-insurrection, qui a permis un accès privilégié à certaines sources, la compréhension du processus d'élaboration d'une doctrine, la formation des officiers, le sens de certains concepts, la dimension organisationnelle et opérationnelle de la contre-insurrection, etc. Le document de doctrine a fait l'objet d'une analyse de discours qualitative. Cette étude a permis de constater que les principales innovations de la doctrine canadienne ne sont pas tant au niveau des principes que des concepts en eux-mêmes, qui semblent avoir été réactualisés en fonction des concepts constructivistes et postpositivistes tels que développés au cours des vingt dernières années. Sans tomber dans le détail, voici les grandes lignes de cette analyse, qui nous permet d'affirmer la présence de corrélations avec la recherche critique en étude de sécurité.

À la lecture des documents de doctrine, certaines corrélations suggèrent que des éléments de la sociologie politique contemporaine pourraient avoir été repris par l'institution militaire. Du moins, des concepts théoriques similaires à ceux développés par les approches critiques, sociologiques et/ou postmodernistes en théories des relations internationales semblent avoir été utilisés dans le cadre de la contre-insurrection actuelle dans l'atteinte de ses objectifs.

Notons au départ que plusieurs principes de la doctrine classique, inspirés des expériences coloniales de contre-insurrection, demeurent encore les mêmes aujourd'hui. Trois règles générales s'appliquent encore. Dans la doctrine classique, le renseignement militaire et la légitimité de la mission sont à la base du succès d'une contre-insurrection, qui se traduit par :

1. La modération dans l'usage de la force
2. La coopération entre toutes les unités militaires et les autorités civiles
3. La décentralisation des Forces au niveau tactique, qui doivent se rabattre sur de plus petites unités, parfois spécialisées<sup>20</sup>

Or, voici les principes spécifiés dans la doctrine canadienne, qui indiquent que la contre-insurrection doit être menée :

---

<sup>19</sup> Gouvernement du Canada, Défense nationale, Force terrestre, *Opérations de contre-insurrection*, B-GL-323-004/FP-004, 13 décembre 2008, p. 1-1.

<sup>20</sup> Capitaine H. Christian Breede, «Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente au Canada», *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 9, no 3 (hiver 2006), p. 27-31-32.

- a. en poursuivant l'objectif stratégique, accorder la priorité à la politique;
- b. promouvoir l'unité d'intention pour mieux coordonner les actions des organisations participantes (y compris l'appareil gouvernemental);
- c. comprendre la dynamique complexe de l'insurrection, y compris son contexte élargi;
- d. exploiter le renseignement et l'information;
- e. isoler les insurgés de leur base de soutien physique et moral; cela implique de se pencher sur leurs revendications, réelles ou perçues;
- f. neutraliser les insurgés;
- g. maintenir l'engagement pour conserver son capital politique et ses ressources pendant une période prolongée;
- h. planifier à long terme les activités postérieures à l'insurrection.<sup>21</sup>

Lorsqu'on les compare, il est évident qu'en général, les principes «classiques» et les principes de la doctrine canadienne sont les mêmes. On cherche l'appui des civils, on met l'accent sur la coordination des troupes et sur la coopération étroite avec les institutions civiles existantes ainsi que le recours à des unités spécialisées, dont le renseignement. Déjà, à l'époque, la contre-insurrection était conçue comme étant une lutte d'idées. La contre-insurrection ne semble donc pas innover sur le fond, puisqu'elle reprend dans son ensemble les grandes caractéristiques des stratégies contre-insurrectionnelles menées depuis l'époque coloniale. Cependant, la compréhension du rôle du militaire en tant qu'agent producteur et reproducteur de sens, le rapport d'altérité et la perspective globale ont été mise à jour en fonction de l'ontologie constructiviste et postpostiviste.

En effet, la mondialisation, les technologies de l'information, la circulation et la sophistication des armements ont complexifié la façon dont sont menées les insurrections : l'asymétrie informationnelle est caractérisée par un accès plus grand et plus facile à une multitude de moyens de communication, rendant la contre-insurrection encore plus difficile à appliquer. Comme le message est partout et que l'appui des civils constitue la pierre d'assise d'un mouvement insurgé, il importe de gagner la guerre des idées par le discours public. Le militaire devient donc un agent hautement politique.

Par insurrection, le manuel entend une «lutte impliquant au moins un mouvement non étatique qui a recours à des moyens, dont la violence, contre une autorité établie afin d'obtenir un changement politique».<sup>22</sup> Pour sa part, la contre-insurrection est définie comme étant une «mesure militaire, paramilitaire, politique, économique, psychologique ou civile destinée à combattre les menées insurrectionnelles».<sup>23</sup>

D'emblée, le manuel établit très clairement que «les insurrections prennent racine dans les questions politiques et sociales» et qu'ainsi, «les forces armées jouent un rôle d'appui global auprès des autres organismes et institutions qui créent les conditions durables et fondées sur les valeurs indigènes qui engendrent la paix».<sup>24</sup> Bien que poursuivant des objectifs fondamentalement militaires, la contre-insurrection doit aussi s'inscrire dans le domaine du politique, reconnaissant le rôle du militaire comme agent politique :

<sup>21</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 3-3.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 1-2.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 1-3

<sup>24</sup> *Ibid.*, Liste de distribution 1/3.

Comme elle vise à obtenir un changement politique, l'insurrection est un problème non seulement militaire, mais également politique. Elle exige une solution d'ordre politique, la composante militaire jouant principalement un rôle de soutien. [...] Par conséquent, il est essentiel dans le cadre de toute campagne COIN, d'obtenir l'appui de la population.<sup>25</sup>

Obtenir l'appui de la population constitue un principe de base de la contre-insurrection, reconnu comme une condition «*sine qua none* de la guerre moderne» par la doctrine classique.<sup>26</sup> Il s'agit d'une démarche politique et toute campagne politique relève du domaine des idées. La doctrine canadienne reconnaît donc la guerre anti-insurrectionnelle comme étant une guerre d'idées : «À l'origine d'une insurrection se trouvent des faits, des allégations. Et au cœur de ces allégations se trouve l'idée, transformée en idéologie, qui motive les insurgés.»<sup>27</sup>

Dans la mesure où ils interviennent ouvertement dans la sphère sociale, les militaires en mission de contre-insurrection doivent, pour parvenir à leurs objectifs, acquérir une certaine légitimité auprès de la population afin qu'elle puisse accrédi-ter leurs propositions. Pour ce faire, les Forces doivent développer un éventail d'outils d'intervention, nommés activités d'influence (AI), «afin de délégitimer le discours des insurgés et légitimer la présence armée».<sup>28</sup>

Cela dit, la guerre des idées telle que vécue de nos jours n'est plus une guerre de positions campées bien définies entre le Eux et le Nous, mais plutôt un lieu confrontationnel, investi par une multitude de messages et de narrations interreliés. Ce contexte est infiniment plus complexe et subtil qu'une confrontation civilisationnelle.<sup>29</sup> La guerre d'idées menée par des corps armés en contexte insurrectionnel doit sortir des balises traditionnelles et conventionnelles. Il s'agit désormais d'un art opérationnel qui s'appuie sur la compréhension de l'Autre, sur la capacité de penser la pensée de l'Autre.<sup>30</sup> La doctrine contre-insurrectionnelle canadienne témoigne de ces leçons apprises.

La contre-insurrection y est conçue d'abord comme un lieu de confrontation représentationnelle, qui met en opposition le Nous et l'Autre :

À la base d'une insurrection se trouve un discours contenant une idée qui est à l'origine du conflit. Cette idée de base devient une idéologie. Il s'agit d'un outil de motivation fort efficace qui fait appel aux griefs, à la culture et aux croyances pour permettre aux insurgés d'atteindre leurs objectifs et de justifier leurs actions.<sup>31</sup>

Dans la pensée doctrinale, l'idée politique devient une idéologie, en poussant son capital politique autour des symboles, de la culture et du vécu historique qui ont marqué et donné un sens à l'imaginaire collectif d'un groupe. Les revendications des insurgés s'inspirent directement de la narration sociale et identitaire pour en faire une narration sécuritaire.<sup>32</sup> Or, comme la

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 1-2

<sup>26</sup> Trinquier, *Modern Warfare: A French View of Counterinsurgency*, Londres, Frederick A. Praeger, 1964, p. 9 et Gallula, cité par Fitzsimmons, «Hard Hearts and Open Minds? Governance, Identity and the Intellectual Foundations of Counterinsurgency Strategy», *The Journal of Strategic Studies*, vol. 31, no 3 (juin 2008), p. 340-342.

<sup>27</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 8-15.

<sup>29</sup> Betz, *loc. cit.*, p. 514.

<sup>30</sup> Paul Melshen, «Mapping Out a Counterinsurgency Campaign Plan: Critical Considerations in Counterinsurgency Campaigning», *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, no 4 (décembre 2007), p. 666.

<sup>31</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-21.

<sup>32</sup> Margaret S. Somers, «The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach», *Theory and Society*, vol. 23, no 5 (octobre 1994), p. 614.

doctrine prévoit de «rectifier les causes fondamentales des injustices politiques et socioéconomiques à l'origine de l'insurrection» et pour ce faire, d'«adopter une approche globale, faisant appel à de nombreuses organisations et à de nombreux ministères du gouvernement, rassemblés en une coalition», il est permis d'affirmer que la contre-insurrection canadienne cherche à intervenir dans la narration sécuritaire de certains groupes en conflit en Afghanistan afin de modifier le processus politique.<sup>33</sup> Comme ce n'est qu'en convainquant la «population de se ranger derrière le gouvernement» et en créant par le fait même «un environnement hostile pour les insurgés», il est parfaitement admis que ce soutien s'obtient «par des actions politiques efficaces, l'établissement d'un environnement sûr et la création de programmes socio-économiques qui visent à améliorer de façon marquée la vie de tous les jours».<sup>34</sup> Un projet politique clair et la sécurité de la population civile constituent deux facteurs essentiels à la planification d'une contre-insurrection.<sup>35</sup> En somme, la légitimité constitue une autre pierre angulaire de la contre-insurrection et la sécurité y est fondamentale.

Ce type d'opération est éminemment politique, d'autant plus qu'il utilise un rapport de force pour imposer un discours. La doctrine anti-insurrectionnelle reconnaît d'ailleurs l'engagement politique comme son premier principe directeur, suivi par l'engagement militaire et socioéconomique.<sup>36</sup> Or, pour concilier à la fois l'usage de la force et la légitimité, les forces militaires doivent recourir à un plan stratégique incorporant les différentes composantes de la société : la police, la culture, l'économie, etc. : «aucune insurrection n'a été vaincue uniquement avec des moyens militaires.»<sup>37</sup> Comme la doctrine prévoit les effets contreproductifs de l'image et du discours militaire (l'effet de l'uniforme, la présence de blindés et d'armement, les couvre-feux, etc.), le recours à des organisations internationales, gouvernementales, locales et à la société civile permet de faire passer, en se faisant accréditer par des acteurs sociaux, la mission comme légitime aux yeux de la population. Cette stratégie, dite de l'approche exhaustive, cherche à mettre en commun les efforts et les objectifs des différents intervenants «afin d'instaurer des solutions durables aux causes fondamentales de l'insurrection».<sup>38</sup>

En somme, le premier rôle des forces militaires est «de créer un cadre sécuritaire qui empêche les insurgés de se livrer à des opérations offensives».<sup>39</sup> Ce cadre sécuritaire offre par la suite aux organisations et aux institutions locales «la marge de manœuvre nécessaire pour instaurer des solutions durables».<sup>40</sup> Et comme la population «ne demande qu'à ce qu'on assure sa sécurité et son bien-être», il est permis de croire qu'«avec le temps, la population pourrait accorder son appui à ceux qui assurent le mieux sa sécurité et lui offrent la meilleure qualité de vie».<sup>41</sup>

La recherche de sécurité est l'objectif prioritaire de la population civile. Sécurité et légitimité sont intimement liées au pouvoir potentiel qu'il est possible d'exercer sur une population. Il faut donc savoir doser les opérations offensives de façon à ne pas susciter un climat

---

<sup>33</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-3.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 1-15 et 5-16.

<sup>35</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 668-669.

<sup>36</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 1-16.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 3-1.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 1-16.

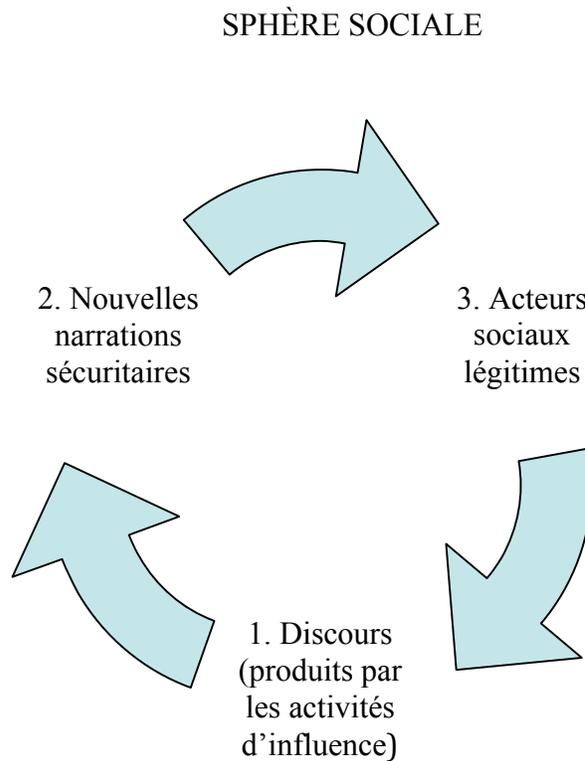
<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 1-9.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 3-3.

<sup>41</sup> *Idem*

contraire d'insécurité. En ce sens, la doctrine anti-insurrectionnelle canadienne répond à la dynamique politique-légitimité-discours-sécurité.

On peut trouver trois phases distinctes d'une telle opération: la production, la circulation et la cristallisation de messages provenant de sources militaires au cœur d'un espace social.



1. Les activités d'influence militaires produisent des éléments de discours physiques ou langagiers. Par exemple : le déplacement de blindés, le bombardement d'un site, l'envoi de brochures parachutées avisant d'un futur bombardement, la diffusion des messages radiophoniques prodémocratiques ou d'une campagne publicitaire progouvernementale.
2. Ces éléments de discours circulent dans la sphère sociale et instaurent une nouvelle narration sécuritaire, parmi les autres narrations déjà existantes. Par exemple : il faut dénoncer la présence d'armes car les mines antipersonnelles sont dangereuses et mutilent les enfants, les talibans ne veulent pas le bien des Afghans, etc.
3. Par la suite, le message va être associé et repris par des figures sociales importantes et significatives dans la société en question, de façon à donner une légitimité au discours, lui permettant du coup de se cristalliser. Par exemple : l'imam, le chef de village.

Ce processus discursif, conceptualisé comme tel en relations internationales par les approches interprétatives en études de sécurité (notamment par le processus de sécuritisation), permet l'appréhension du conflit afghan comme étant une guerre d'idées. En effet, les alternatives aux approches dominantes se questionnent sur les objets, les sujets et les relations qui constituent ces réalités sociales, qui dynamisent ses constructions, pour qui, pourquoi et comment<sup>42</sup>. Il n'y a donc plus de séparation expresse entre les secteurs de sécurité, ni entre les niveaux d'analyse, comme dans le cadre des théories dominantes des relations internationales. Dans la même veine, ces approches s'intéressent à la dynamique entre le pouvoir légitime, la sécurité et le discours, indissociables au sein de la sphère sociale.

De plus, les approches postpositivistes se caractérisent en étude de sécurité par leur rapport différent à la rationalité. Rappelons-nous certains fondements de la réflexivité en théorie des relations internationales, qui reposent en partie sur la théorie constitutive d'Anthony Giddens. Elle se réfère à la notion de l'agent, comme «quelqu'un qui exerce du pouvoir ou produit un effet» sur son environnement<sup>43</sup>. Cette théorie suppose que la réflexivité entre l'agent et la structure se vit par la praxis de l'individu en tant qu'être vivant et pensant dans un contexte spatio-temporel particulier. En somme, l'agent a le pouvoir de modifier et de façonner son contexte immédiat dans le temps et dans l'espace. La théorie constitutive se réfère également à une rationalisation procédurale plutôt qu'à une rationalité objective et parfaite : la raison est le résultat d'un processus cognitif. La rationalité y est contextuelle et relative. S'éloignant des stratégies issues des théories formelles du choix rationnel, la notion de rationalité procédurale permet aux individus d'appréhender leur environnement et de structurer l'activité humaine dans le temps et l'espace, au moyen de l'institutionnalisation, l'identité, etc. Les actes individuels sont donc le résultat d'une pratique consciente de l'individu, qui lui permet de distinguer un lien moral entre ce qui doit être fait (le bien) et ce qui ne doit pas être fait (le mal). L'expérience individuelle, l'expérience collective et l'institution sont autant de facteurs pouvant influencer la constitution de ce qui devient rationnel ou non pour une personne ou un groupe de personnes. Du coup, plusieurs individus issus de différents milieux ont-ils une notion du «bon sens» potentiellement très différente.

Par ailleurs, il est impossible d'évaluer au préalable les conséquences d'un acte, individuel ou collectif. En société, chaque acte entre constamment en relation avec une multitude d'autres actes : comme nous avons mentalement accès aux probabilités *connues* et non pas à l'ensemble des probabilités *possibles*, le manque d'information nous empêche de prédire l'issue d'un geste, d'une parole, d'une décision<sup>44</sup>. La rationalité contextuelle n'est pas celle relatée par les Lumières, où l'Homme est doté d'une raison naturelle *a priori* parfaite : il s'agit de la capacité de l'individu à se situer collectivement dans un espace-temps. Les scénarios qui échappent à la rationalité viennent altérer la prévisibilité «parfaite», un élément important à considérer en stratégie et en gestion de risques.

En plus de la co-constitution, l'intersubjectivité constitue un second processus cognitif à la source du monde réel, de la définition de soi et de son rapport à l'Autre. Dans ses premiers écrits, Alexander Wendt postule que l'agent et la structure sont mutuellement constitutifs et que, comme l'un n'existe pas sans l'autre, la réification de l'État et de la structure en tant que

---

<sup>42</sup> Jutta Weldes, «Bureaucratic Politics : A Critical Constructivist Assessment», *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no 2 (novembre 1998), p. 220.

<sup>43</sup> Anthony Giddens, *The constitution of society*, Berkeley, University of California Press, 1984, p. 9.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 8-10.

fondements ontologiques ahistoriques serait réductionniste<sup>45</sup>. Certes, l'État demeure une référence incontournable, car c'est sur lui que se repose une vision partagée du monde et il demeure encore à ce jour la base en relations internationales. Comme le rappelle Wendt lui-même, «c'est le sens commun qui constitue la structure dans laquelle s'organisent nos actions»<sup>46</sup>. Cependant, il conçoit le processus de la formation de l'intérêt national comme un élément de l'interaction agent-structure (dit endogène), alors que les approches positivistes conçoivent la formulation de l'intérêt comme un élément exogène, sans lien avec la formation identitaire de l'agent<sup>47</sup>. Comme il le rappelle, «le fondement principal de la théorie constructiviste veut que les individus se comportent devant les objets et les autres acteurs sociaux en fonction du sens qu'ils se font de ces objets...»<sup>48</sup>. L'intérêt, et du coup la recherche de la sécurité, n'est plus un objet objectif mais bien intersubjectif. Toujours selon Wendt, la structure sociale est ainsi composée de trois éléments : le sens commun (une compréhension partagée et intersubjective d'un objet), les ressources matérielles (dont la valeur et l'utilisation dépendent de ce qu'en font les agents) et la pratique des agents (puisque la structure sociale n'est en fait que le résultat de la pratique des agents sociaux).<sup>49</sup> Il s'agit d'une méthode fondée épistémologiquement sur la logique de processus sociaux plutôt que sur des explications causales des effets de structures.

Or, nous avons relevé certaines prémisses méthodologiques du manuel de contre-insurrection qui semblent accréditer la thèse de la co-constitution et d'un monde socialement construit. Par exemple, il y est indiqué que «les systèmes dans un environnement n'existent pas sans les gens ou les acteurs qui le composent».<sup>50</sup> Il est d'autant plus intéressant de retrouver de tels éléments de la théorie constructiviste, que la conception même du social y est globale au sens constructiviste du terme, comme l'indique la figure suivante :

---

<sup>45</sup> Wendt, Alexander. «The Agent-Structure Problem in International Relations Theory», *International Organization*, vol. 41, no 3 (1987), p. 349.

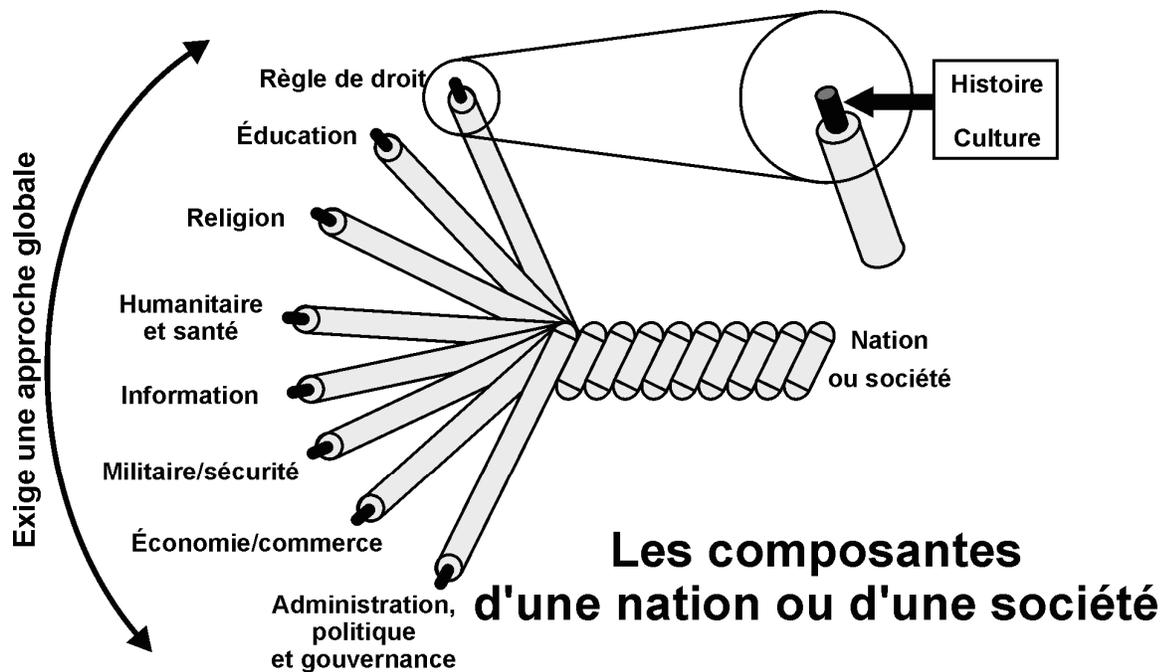
<sup>46</sup> Alexander Wendt, «Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics», *International Organization*, vol. 46, no 2 (1992), p. 397.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 394.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 396.

<sup>49</sup> Alexander Wendt, «Constructing International Politics», *International Security*, vol. 20, no 1 (janvier 1995), p. 73-74.

<sup>50</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 7-5.



Éléments interreliés d'un environnement et d'une société  
 (Source : Défense nationale, *op. cit.*, p. 7-4)

Deux éléments de ce schéma sont à noter. D'une part, les éléments constituant la sphère sociale sont par ailleurs «interreliés» et considérés dans une «approche globale». D'autre part, nous pouvons constater la distinction ontologique faite entre la nation et la société comme entités sociales : les théâtres d'opération ne relèvent plus seulement de revendications nationales ou de groupes nationaux, mais d'une panoplie d'entités sociales *potentielles*, utilisée au sens large. La question nationale est donc dépassée, car on envisage clairement toutes sortes de contextes sociaux possibles : le manuel n'offre d'ailleurs aucune liste détaillée de ces situations éventuelles, ouvrant la doctrine au domaine de la contingence et du monde possible.

Par ailleurs, la doctrine accorde une importance significative au rôle de l'agent dans la narration sécuritaire et dans la co-constitution d'une revendication dans la sphère globale. En effet :

Le soldat moderne est non seulement un technicien expert en son art, mais il est également le produit des normes sociales de sa société - parfois à l'excès. À cet égard, notons que nous avons souvent tendance à interpréter les comportements d'autrui en fonction de notre propre expérience et de les juger en fonction des attitudes et des comportements que nous considérons comme acceptables. [...] Il importe de reconnaître et d'éviter ce genre de processus mental, car il serait erroné de croire que les autres pensent et réagissent comme la majorité des Occidentaux. La culture, les codes, les normes, le langage et l'histoire – pour ne nommer que ces quelques facteurs – ont contribué à créer un monde hétérogène. [...] Les images que les gens se font d'eux-mêmes, des autres, de leurs besoins, de leur raison d'être et de leurs relations forment l'opinion publique. Ces images dictent la façon dont réagissent des groupes donnés.<sup>51</sup>

<sup>51</sup> Ryan Clow, «Opérations psychologiques : Comprendre le plan psychologique d'une guerre», *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no 1, p. 25.

Selon ce postulat, chaque militaire joue un rôle politique dans l'arène globale : il est à fois producteur et reproducteur de sens, capteur et transmetteur permanent. En mission contre-insurrectionnelle, «le militaire est autant un acteur politique qu'une unité de combat».<sup>52</sup> C'est d'ailleurs pourquoi la doctrine tente d'inculquer à chaque militaire une prise de conscience de la portée de sa présence et de son implication auprès des civils sur le terrain et de leur incidence sur le cours de la mission.<sup>53</sup> On présume aussi que chaque individu traîne invariablement son propre bagage et appréhende la réalité en fonction de ses propres catégories et de ses propres références : une compréhension totale de l'Autre (afghan ou autre) n'est pas possible.

Plus qu'un constat sur le rôle de l'agent, ces considérations répondent à la logique même du postpositivisme en sciences sociales, en situant «le sujet connaissant dans son contexte social et historique» et en comprenant «comment les conditions sociales [...] qui ont participé à la formation de sa subjectivité influence la façon dont il questionne et analyse son sujet de connaissance».<sup>54</sup> Aussi, le manuel de contre-insurrection tempère les catégorisations nécessaires à la formation militaire et à l'élaboration des plans d'opérations. Il prévient les analystes de l'impossibilité de modéliser parfaitement les insurrections car, si elles peuvent partager certaines bases communes, chacune présente ses particularités, sans parler du contexte qui est appelé à évoluer. Il n'existe pas de modèle d'insurrection : chaque conflit est différent et à chaque conflit sa propre matrice insurrectionnelle.<sup>55</sup> Chaque mission contre-insurrectionnelle présente un portrait unique. S'il devient alors difficile d'établir des paramètres généraux, il est possible de résumer les luttes anti-insurrectionnelles en quatre caractéristiques : complexité, ambiguïté, incertitude et volatilité.<sup>56</sup> Le manuel met donc en garde à plusieurs reprises contre la réification des entités du monde social, conçues ici comme «le résultat des interactions sociales entre les individus».<sup>57</sup> Par exemple, on indique que les insurrections fonctionnent «à partir d'une structure cellulaire où la répartition et la composition des cellules n'obéit à aucun modèle» et que de plus, «les modèles de renseignement et de planification utilisés lors de combats majeurs et de campagnes conventionnelles ne sont que peu utiles dans le cadre d'une campagne COIN».<sup>58</sup>

En effet, la façon de penser la guerre contre-insurrectionnelle, la guerre «moderne» telle que suggérée par Trinquier, diffère totalement de la guerre conventionnelle. Cette dernière répond à une logique cartésienne, organisée sur des modèles fondés sur un *problem-solving* plutôt réductionniste et où on développe des moyens d'agir rapidement pour obtenir des effets de guerre décisifs et quantifiables. Pour sa part, la contre-insurrection fonctionne plutôt selon une logique de «*wicked problem*» : on doit d'abord prendre le temps de réfléchir et d'étudier à fond les différents aspects de la problématique et la planification des opérations exigent une certaine parcimonie et une retenue dans l'application des moyens.<sup>59</sup>

Les études culturelles et l'apport des sciences sociales demeurent un élément d'intérêt dans la doctrine contre-insurrectionnelle. Une annexe du manuel, intitulée *Information*

---

<sup>52</sup> Daniel L. Byman, «Friends Like These : Counterinsurgency and the War on Terrorism».*International Security*, vol. 31, no 2 (automne 2006), p. 95.

<sup>53</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 3-9, 3-10.

<sup>54</sup> Frédéric Guillaume Dufour, «Postpositivistes, approches», dans *Relations internationales : Théories et concepts*, sous la direction de Macleod, Dufault et Dufour, Montréal, Athéna, 2004, p. 178.

<sup>55</sup> Melshen, *loc. cit.*, p. 689.

<sup>56</sup> John Kiszely, «Learning about Counterinsurgency», *RUSI Journal*, vol. 152, no 1 (décembre 2006), p. 8.

<sup>57</sup> Dufour, *loc. cit.*, p. 179.

<sup>58</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-5.

<sup>59</sup> Kiszely, *op. cit.*, p. 9.

*culturelle : modèle pour la relève sur place*, propose un modèle de transmission de l'expérience «culturelle» d'un groupe sur le terrain à un groupe de relève.<sup>60</sup> En effet, le contact direct avec les populations permet d'approfondir une connaissance et un savoir beaucoup plus sophistiqué des subtilités et des caractéristiques culturelles de la population vivant dans une zone d'opération. Cette connaissance assure une efficacité et une productivité nettement accrues. On s'intéresse principalement au leadership, aux structures de pouvoir, au gouvernement, aux espaces de bataille, à la religion, la langue et les coutumes, aux initiatives culturelles, aux groupes armés ainsi qu'à des éléments divers comme les différences entre les milieux urbains et ruraux, les défis rencontrés, etc. En fait, ce seul document pourrait faire l'objet d'une analyse détaillée, mais sa lecture sommaire nous permet déjà d'identifier quelles composantes de la variable culturelle intéressent particulièrement la doctrine anti-insurrectionnelle : on s'intéresse aux structures de pouvoir légitimes, aux mœurs des autochtones ainsi qu'à leur rapport à leur environnement.

Le recours aux connaissances culturelles s'est imposé de lui-même, les méthodes traditionnelles et les technologies de pointe s'étant montrées inefficaces dans un conflit de basse intensité.<sup>61</sup> Même au sein de théâtres opérationnels plus conventionnels, l'incompréhension culturelle de l'ennemi peut avoir un impact majeur sur l'issue d'un conflit.<sup>62</sup> Une série d'apprentissage par essai et erreur sur le terrain a probablement motivé l'intégration d'une méthodologie axée sur l'information et l'analyse sociologique, culturelle et anthropologique. La place de la culture est fondamentale à la compréhension d'une insurrection et à la planification d'une lutte anti-insurrectionnelle et ce, au-delà des motivations politiques et peu importe la forme qu'elle revêt. Il faut se méfier de l'ethnocentrisme, qui peut certainement engendrer des biais stratégiques qui ne correspondent en rien aux objectifs de la mission et même susciter un manque de prudence dans la prise de décision.<sup>63</sup>

On comprend bien que «gagner les cœurs et les esprits» de civils doit se faire en intervenant dans le discours public et ce, dans une perspective globale. L'importance accordée au discours, au rapport d'altérité et à la culture comme éléments fondamentaux des dynamiques intersubjectives, se conjugue à une conceptualisation holistique de la sphère globale.

Le constructivisme critique conçoit très clairement ce lien entre la légitimité, la sécurité et le rapport à l'Autre dans le discours politique. En fait, ni l'intersubjectivité, ni la sécuritisation, ni la formation identitaire ou d'intérêt, ni la narration et ni les relations avec l'Autre ne sauraient se réaliser sans le concours du discours. La formation discursive est sans doute la courroie de transmission de la cognition humaine et le catalyseur entre la sécurité ontologique, le Soi, l'Autre et le politique. Les contraintes structurelles au sein desquelles s'opèrent le discours politique et l'action sociale (l'accès aux médias, les technologies de l'information, la liberté d'expression prévue par la loi, etc.) influencent également ce processus. Il faut se rappeler que le langage ne peut être dissocié ni de l'agence, ni du contexte dans lequel il est utilisé. L'accès au savoir et à l'information devient donc un instrument de pouvoir au sein d'une société et une variable nécessaire à la construction d'espaces politiques contingents. L'accès au savoir et à l'information permet aussi aux individus en position de pouvoir d'instituer eux-mêmes les modes de

---

<sup>60</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 6A1-6A6.

<sup>61</sup> Montgomery McFate, «Anthropology and Counterinsurgency: The Strange Story of their Curious Relationship». *Military Review*, mars-avril 2005, p. 24.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 26.

communications les plus légitimes. Il y a un lien direct à faire entre les conditions d'existence d'une narration identitaire dans une société, l'élite, la qualité performative du discours sécuritaire, et son impact sur la légitimité et le contrôle politique. En ce sens, le discours doit-il être analysé dans son contenu mais aussi en fonction de ses effets.

Cependant, les parallèles avec le postpositivisme, la sociologie politique et les approches critiques en études de sécurité s'arrêtent ici. En dépit de toutes ces orientations, le manuel propose quand même une typologie des insurrections sur laquelle fonder d'emblée la planification stratégique, opérationnelle et tactique et requiert même une analyse objective de l'environnement insurrectionnel, ne laissant à l'histoire et à l'expérience sociale que le «statut de pistes intéressantes».<sup>64</sup> Bref, les connaissances culturelles servent de complément *ad hoc*, selon des théâtres opérationnels. Elles viennent compléter, en fonction d'une appréciation subjective de l'analyste, les directives objectives établies par les instructions du manuel. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle orientation épistémologique ou d'un virage sociologique profond au sens critique du terme. La sociologie et l'apport des approches postpositivistes en sciences sociales sont plutôt utilisés afin de permettre la meilleure analyse possible d'un environnement qui nous échappe et dans lequel on doit mener des opérations. Toute la méthode analytique exposée jusqu'ici sert inéluctablement à une démarche linéaire objectif-moyen-fin.

Néanmoins, ce bref échantillonnage de la doctrine, mis en parallèle avec certains fondements du constructivisme, du constructivisme critique, de la sociologie politique et du postmodernisme en théorie des relations internationales, laisse croire à des liens insoupçonnés et distordus entre les champs civils et militaires dans la recherche en études de sécurité. Bien évidemment, cette analyse doit être poussée plus en avant afin de lui donner un maximum de cohérence et d'exhaustivité, notamment en cherchant par le biais d'entrevues quelles sont les véritables sources consultées par les rédacteurs du document. Certes, même si certains principes de contre-insurrection du manuel datent de l'époque coloniale, on peut suspecter les auteurs de la doctrine et les enseignants des collèges militaires de puiser dans la recherche civile afin d'étayer et de mettre à jour leurs documents officiels. Dans l'ensemble, les corrélations laissent penser à de tels liens. En conjuguant ces résultats avec les théories des champs épistémiques et la notion de sphère globale, il apparaît évident que la rupture des auteurs critiques avec les praticiens de la sécurité en politique internationale n'est pas aussi évidente.

### 3. Conclusion : Quelles pistes de réflexion futures pour la démarche critique en études de sécurité?

Les auteurs critiques ne peuvent échapper au dilemme normatif de sécurité. Comme la rappelle le philosophe pragmatique John Searle, «dire, c'est faire». Conséquemment, ces chercheurs doivent se rappeler qu'ils ne pourront se couper de la pratique sécuritaire. La communauté épistémique devra réfléchir sur le rôle qu'elle souhaite jouer dans cette pratique et les orientations qu'elle souhaite aborder. Aussi, plusieurs questions émergent : y a-t-il des sujets de recherche à éviter? Comment justifier la démarche critique si elle se retrouve dans les champs auxquels elle s'oppose? Ces questions importantes, si elles sont complexes et requièrent une attention collective au renouveau de la démarche postpositiviste en études de sécurité, peuvent toutefois être adressées.

---

<sup>64</sup> Défense nationale, *op. cit.*, p. 2-6.

Certains auteurs ont déjà réfléchi à la question. Depuis près de trente ans, Jürgen Habermas et les auteurs de la Théorie critique élaborent un bagage conceptuel basé sur une approche où la théorie «devient un acte de savoir politique une normativité émancipatrice, et sur une pratique du savoir politique en inscrivant celle-ci dans une démarche active d'émancipation».<sup>65</sup> Il s'agit d'une démarche interprétative. Elle prône toutefois le projet d'une démocratie cosmopolite, d'une rationalité communicationnelle et d'une éthique discursive, qui englobe «une approche délibérative orientée vers le consentement, et qui vise à résoudre les défis politiques dans un cadre moral».<sup>66</sup> Or, les fondements moraux constituent justement un des sujets de recherche et de critiques des approches poststructuralistes en études de sécurité : on reprochera par exemple aux discours émancipateurs de fournir des munitions rhétoriques aux politiques interventionnistes à travers le monde. Sur quelles bases alors entamer la réflexion sur la position normative de la recherche critique en études de sécurité?

Déjà en 1992, Adler et Haas situaient le débat à un autre niveau d'analyse. Comme les différents groupes et institutions politiques peuvent interpréter la réalité de façon différente, il importe pour la communauté épistémique de bien comprendre «qui apprend quoi, quels savoirs et de qui sont transférés dans des politiques et pourquoi; quels savoirs et de qui peuvent affecter d'autres pays; et comment les processus politiques déterminent quelles interprétations s'avèrent plus viables dans un contexte historique particulier».<sup>67</sup> Ils prônent un projet réflexiviste mais dans un cadre de pluralisme théorique : ils suggèrent une approche structurationniste, où les structures se définissent par la pratique et la compréhension que se font les agents de la réalité, et où l'influence et les intérêts des agents sont constitués par des structures politiques et culturelles.<sup>68</sup> Les approches rationalistes et interprétatives doivent se compléter afin de mieux comprendre la réalité internationale.<sup>69</sup>

Plus récemment, Kratochwill et Friedrichs proposaient un cadre d'analyse pragmatique des relations internationales qui, en passant de la déconstruction à la reconstruction, permettrait d'éviter le cul-de-sac épistémologique dans lequel se retrouve la recherche critique. La notion de savoir utile dans un contexte où la connaissance est une activité sociale et discursive guiderait un tel projet de recherche.<sup>70</sup>

Bien qu'intéressante, cette perspective n'est ni nouvelle en sciences sociales, ni suffisamment approfondie. Comment en effet produire un savoir utile, reconnaître l'implication de la recherche comme une activité sociale et s'assurer de ne pas «servir le Prince»? À cet égard, le structuralisme réflexif de Bourdieu constitue certainement une voie pertinente à explorer.<sup>71</sup> Tout comme l'ont noté Mérand et Pouliot, les parallèles de la sociologie bourdieusienne avec les tendances de la recherche en relations internationales sont évidents et pourraient certainement contribuer à la réflexion éthique et normative de la recherche critique.

---

<sup>65</sup> Voyer-Léger, *loc. cit.*, p.240.

<sup>66</sup> Devetak, cité par Voyer-Léger, *ibid.*, p.245.

<sup>67</sup> Emanuel Adler et Peter M. Haas, «Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflexive Research Program», *International Organization*, vol. 42, no 1 (hiver 1992), p.386.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p.371.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p.368.

<sup>70</sup> Jörg Friedrichs et Friedrich Kratochwil, «On Acting and Knowing : How Pragmatism Can Advance International Relations Research and Methodology», *International Organization*, vol. 63 (automne 2009), p. 701.

<sup>71</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, «Le monde de Pierre Bourdieu : Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales», *Revue canadienne de science politique*, vol. 41, no 3 (septembre 2008), p.603-625.

Chez Bourdieu, un champ (la communauté épistémique des relations internationales, la politique canadienne, etc.) peut être défini comme un réseau, une configuration de relations objectives : le réel est relationnel.<sup>72</sup> Le champ ne peut exister à lui seul : il requiert une dimension subjective, la *doxa*, soit l'ensemble des croyances, des principes implicites et indiscutés appliqués par les individus, et à l'origine de la pratique.<sup>73</sup> Selon cette *doxa*, la pratique individuelle (la micro-pratique) est génératrice de changement dans la configuration du champ : c'est «l'état des rapports de force entre les joueurs qui définit la structure du champ».<sup>74</sup> Cette proposition concilie à la fois la dimension objective et subjective des relations internationales en s'intéressant aux structures établies (objectives) et aux périodes de changement, de transitions et de redéfinition (subjectives). Aussi, le chercheur en sciences sociales doit-il toujours réfléchir sur sa propre condition, et se remettre constamment en question.

Cette position semble concilier les différents éléments du débat éthique en relations internationales et offre certainement un potentiel explicatif pour l'étude des communautés épistémiques. Le reste de la voie est à suivre.

---

<sup>72</sup> Pierre Bourdieu, *Réponses*, Paris, Éditions, du Seuil., 1992, p.72

<sup>73</sup> Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p.411.

<sup>74</sup> Bourdieu, *op. cit.*, *Réponses*, p.74

## BIBLIOGRAPHIE

### Monographie et articles scientifiques

Adler, Emanuel, «The emergence of cooperation : national epistemic communities and the international evolution of the idea of nuclear arms control», *International Organization*, vol 42, no 1 (hiver 1992), p.101-145.

Adler, Emanuel et Peter M. Haas, «Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflexive Research Program», *International Organization*, vol. 42, no 1 (hiver 1992), p.367-390.

Antoniades, Andreas, «Epistemic Communities, Epistemes and the Construction of (World) Politics», *Global Society*, vol.17, no 3 (2003), p.21-38.

Betz, David, «The virtual dimension of contemporary insurgency and counterinsurgency», *Small Wars & Insurgencies*, vol. 19, no 4 (décembre 2008), p. 510-540.

Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 429 p.

Bourdieu, Pierre, *Réponses*, Paris, Éditions, du Seuil., 1992, 268 p.

Breede, Capitaine Christian H., «Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente au Canada», *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 9.3 (hiver 2006), p. 27-45.

Byman, Daniel L, «Friends Like These : Counterinsurgency and the War on Terrorism», *International Security*, vol. 31, no 2 (automne 2006), p. 79-115.

Castells, Manuel, «The New Public Sphere : Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance», *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, no 616 (2008), p.78-93.

Clow, Ryan, «Opérations psychologiques : Comprendre le plan psychologique d'une guerre», *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no 1, p. 21-29.

Dufour, Frédérick Guillaume, «Postpositivistes, approches», in *Relations internationales Théories et concepts*, sous la direction de Macleod, Dufault et Dufour, p. 177-180, Montréal, Athéna, 2004.

Fitzsimmons, Michael, «Hard Hearts and Open Minds? Governance, Identity and the Intellectual Foundations of Counterinsurgency Strategy», *The Journal of Strategic Studies*, vol. 31, no 3 (juin 2008), p. 337-365.

Friedrichs, Jörg et Friedrich Kratochwil, «On Acting and Knowing : How Pragmatism Can Advance International Relations Research and Methodology», *International Organization*, vol. 63 (automne 2009), p.701-731.

Giddens, Anthony, *The constitution of society: outline of the theory of structuration*, Berkeley, University of California Press, 1984, 402 p.

Haas, Peter M., «Introduction : epistemic communities and international policy coordination», *International Organization*, vol 42, no 1 (hiver 1992), p.1-35.

Huysmans, Jef, «Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité», *Culture & Conflicts*, no 31-32 (1998), [En ligne], <http://conflits.revues.org/index545.html> , 17 p.

Kiszely, John, «Learning about Counterinsurgency», *RUSI Journal*, vol. 152, no 1 (décembre 2006), p. 6-21.

Macleod, Alex et Dan O'Meara (dirs.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Montréal, Athéna, 2007, 515 p.

McFate, Montgomery, «Anthropology and Counterinsurgency: The Strange Story of their Curious Relationship», *Military Review*, mars-avril 2005, p.27.

McSweeney, Bill, *Security, Identity, Interests : A Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 237 p.

Melshen, Paul, «Mapping Out a Counterinsurgency Campaign Plan: Critical Considerations in Counterinsurgency Campaigning», *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, no 4 (décembre 2007), p. 665-698.

Mérand, Frédéric et Vincent Pouliot, «Le monde de Pierre Bourdieu : Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales», *Revue canadienne de science politique*, vol. 41, no 3 (septembre 2008), p.603-625.

Somers, Margaret S., «The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach», *Theory and Society*, vol. 23, no 5 (octobre 1994), p. 605-649.

Ruggie, John G., «Collective Goods and Future International Collaboration», *The American Political Science Review*, vol.66, no 3 (septembre 1972), p.874-893.

Trinquier, Roger, *Modern Warfare: A French View of Counterinsurgency*, Londres, Frederick A. Praeger, 1964.

Weldes, Jutta «Bureaucratic Politics : A Critical Constructivist Assessment», *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no 2 (novembre 1998), p.215-225.

Wendt, Alexander, «The Agent-Structure Problem in International Relations Theory», *International Organizations*, vol. 41, no 3 (1987), p. 335-370.

Wendt, Alexander, «Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics», *International Organization*, vol. 46, no 2 (1992), p. 391-425.

Wendt, Alexander, «Constructing International Politics», *International Security*, vol. 20, no 1 (janvier1995), p. 71-81.

Zito, Anthony R., «Epistemic communities, collective entrepreneurship and European integration», *European Public Policy*, vol.8, no 4 (2001), p.585-603.

#### Documents officiels

Gouvernement du Canada, Défense nationale, Force terrestre, *Opérations de contre-insurrection*, B-GL-323-004/FP/004, 13 décembre 2008.